

## Secteur des hydrocarbures/ Total Gabon/ Résultats au 1er semestre 2017

### Chiffres d'affaires en hausse de 20 %

Willy NDONG  
Libreville/Gabon

**TOTAL** Gabon, filiale du Groupe pétro-gazier français, a réalisé, au 1er semestre 2017, un chiffre d'affaires de 426 millions de dollars (environ 239 milliards de francs), soit une hausse de 20 % par rapport au 1er semestre 2016. Cette "envolée" du chiffre d'affaires est principalement due à la hausse du prix de vente des qualités de brut commercialisées (+12,7\$/b soit +112 millions de dollars). Ainsi, le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé à 46,9\$/b (environ 27 000 francs), en hausse de 37% par rapport au 1er semestre 2016.

Cette évolution reflète l'augmentation du cours du Brent. La part de production de pé-



Photo : L'Union

Chiffre d'affaires en hausse de 20 % pour Total Gabon grâce...

trole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon est en baisse de 3% en raison principalement d'une augmentation de la teneur en eau de la production d'Anguille partiellement compensée par une meilleure disponibilité des installations. Mieux, la capacité d'autofinancement globale de 206 millions de dollars (environ 116 milliards de francs) a été multi-

pliée par quatre par rapport au 1er semestre 2016, grâce à la hausse du chiffre d'affaires et à la baisse des charges d'exploitation liée au programme de réduction des coûts mis en place par la société. Les investissements pétroliers s'élèvent à 91 millions de dollars (environ 51 milliards), soit une hausse de 25% par rapport au 1er semestre 2016. Ils comprennent l'acquisition, au-



Photo : L'Union

... à la hausse du prix des ventes des quantités de brut.

près de MPDC Gabon Co., Ltd d'une participation additionnelle de 50% dans le permis de Baudroie-Mérou, des travaux d'intégrité/pérennité sur les installations offshore (Anguille, Torpille et Grondin) et onshore (terminal du Cap Lopez), le démarrage d'une campagne de coiled tubing sur le secteur d'Anguille et des études de géosciences et de développement.

Le résultat net du semestre s'établit à +12 millions de dollars (environ 7 milliards), en forte amélioration par rapport au 1er semestre 2016 (-12 M\$), principalement grâce à la hausse du chiffre d'affaires dans un contexte de hausse des prix du pétrole et au programme de réduction des coûts mis en œuvre par Total Gabon qui peut pousser un petit ouf de soulagement.

## GOC/Conseil d'administration Enfin l'équilibre financier

COE  
Libreville/Gabon

LE Conseil d'administration de la Gabon oil company (GOC) s'est tenu vendredi dernier, au siège même de l'entreprise, sis à Kalikak, dans le premier arrondissement de Libreville. Plusieurs points étaient inscrits à l'ordre du jour. Les administrateurs ont ainsi statué sur la restructuration, les nouvelles stratégies et les perspectives escomptées pour l'année 2018. Ils ont également félicité l'Administrateur-Directeur général, Arnaud Engandji-Alandji - qui a assisté à son premier Conseil d'administration depuis sa nomination à la tête de la GOC en janvier 2016 -, pour la bonne gestion de l'entreprise. Celle-ci lui a donc permis de retrouver l'équilibre financier, après une importante restructuration du fait des investissements passés l'ayant laissée dans une situation délicate. Les frais de fonctionnement ont été réduits.



Photo : COE

De gauche à droite, le PCA de Gabon oil company, Serge Thierry Mickoto et l'A-DG, Arnaud Engandji-Alandji lors des échanges.

"Le Conseil a constaté les résultats de l'année, qui montrent clairement que nous avons ramené l'entreprise à un équilibre financier. Et aujourd'hui, nous pouvons nous déployer vers une nouvelle stratégie", a expliqué Arnaud Engandji-Alandji. La stratégie en question implique essentiellement un retrait progressif des opérations à risque, étant donné que certaines activités nécessitent des ressources très importantes, qui ne peuvent être obtenues de l'Etat

du fait de la crise dans le secteur pétrolier. Les administrateurs ont donc planché sur le repositionnement visant à placer la GOC dans le rôle de gestionnaire, plus ou moins des participations de l'Etat. C'est-à-dire céder des intérêts en tant qu'opérateur à des partenaires qui vont opérer pour le compte de l'entreprise. Ainsi, cela permettra de minimiser le risque financier sur la GOC. Sur le long terme, cela permettra aussi de réduire les



Photo : AEE

Les administrateurs en travaux lors de la réunion du Conseil.

charges, vu que le personnel sera mis à la disposition de ces partenaires, ce qui conduira à la réduction de la charge sur le fonctionnement de l'entreprise. Pour ce qui est des perspectives pour le compte de l'année 2018, trois filiales ont été créées dans le domaine des services. La première, qui fait dans la logistique, s'occupera de tout ce qui est transit-douanes, transport de produits pétroliers. La deuxième, c'est la vente au détail. Une entité qui détien-

dra des stations-service, et aura son propre réseau de distribution. "Le but pour nous est d'avoir une présence de l'Etat gabonais dans la distribution des produits raffinés, de telle sorte que l'indépendance énergétique qui est le leitmotiv des plus hautes autorités soit atteint", a-t-il confié. La dernière filiale, celle de l'ingénierie et de la construction, sera chargée de tout ce qui est travaux de maintenance, de construction et d'entretien des sites pétroliers.

## Emprunts de l'Etat sur les marchés financiers de la zone Cémac

### 10,7 milliards levés

W.N.  
Libreville/Gabon

Sur les 10 milliards de francs recherchés par la Direction générale de la comptabilité publique et du trésor, 5 soumissionnaires sur 13 ont souscrit pour 10,7 milliards, soit un taux de couverture du montant mis en adjudica-

tion de 107%.

**SELON** les résultats d'adjudication ouverte le 26 juillet dernier, par MM. Noël Mboumba et Mathias Otounga Ossibadjou, respectivement ministre délégué à l'Economie, et ministre du Budget et des Comptes publics, le Gabon, par le truchement de la Direction générale de la Comptabilité publique et du trésor a réussi à lever la somme de 10,7 mil-

liards de francs sur les 10 recherchés sur les marchés financiers de l'espace Cémac. Ces bons du Trésor assimilables à 26 semaines, échéance au 26 janvier 2018, ont été souscrits par 5 spécialistes en valeurs du Trésor sur 13. Ainsi, Le Gabon devra rembourser ce montant, rémunéré au taux maximum de 6,00 %, au plus tard le 26 janvier 2018, donc dans environ six mois.



Photo : Wilfried MBINAH

10,7 milliards pour renforcer le Trésor public grâce à un nouvel emprunt.

## Brèves

### Bénin : 27,2 milliards dans la mise en place de cantines scolaires sur 5 ans

Le gouvernement béninois consacrera une enveloppe de 27,2 milliards de francs à la mise en place du système de cantines scolaires sur les cinq prochaines années. L'initiative sera mise en œuvre par le Programme alimentaire mondial (PAM) et couvrira les 12 départements du pays. Elle permettra de fournir un repas journalier à 351 109 enfants provenant de zones défavorisées et répartis à travers 1 574 écoles primaires publiques et sera effectif à partir de la rentrée 2017/2018 qui s'ouvre en septembre prochain.

### Nigeria : Inauguration d'une usine de production d'engrais

Le président nigérian par intérim, Yemi Osinbajo, a inauguré, jeudi dernier, une usine de production d'engrais à Port-Harcourt. Selon un communiqué de la présidence nigériane, l'infrastructure dont le coût a été estimé à 1,5 milliard de dollars (environ 840 milliards de francs CFA), devrait produire 1,5 million de tonnes d'urée par an. « A part fournir de l'engrais aux agriculteurs du pays, à un prix abordable, l'usine contribuera également à un meilleur rendement agricole », peut-on lire dans le communiqué. L'ouvrage a été construit par Indorama Eleme Fertilizer and Chemicals Limited.

### Zimbabwe : Le gouvernement a remboursé 134 millions \$ aux fermiers blancs en 2016

Au Zimbabwe, 134 millions \$ (environ 75 milliards de nos francs) ont été payés, l'année dernière, à titre d'indemnisation aux fermiers commerçants blancs affectés par le Programme de réforme foncière accélérée (FTLRP) du gouvernement. C'est ce qu'a indiqué à Reuters, Patrick Chinamasa, le ministre des Finances qui ajoute que cette opération a contribué à aggraver le déficit budgétaire de l'Etat. D'après la même source, cette compensation ferait partie de l'une des conditions exigées par le Fonds monétaire international (FMI) pour débloquent un nouveau financement en faveur du pays.

## Rassemblées par W.N.